

Les délégués des centres et services et les sections syndicales CGT, Solidaires, FO et CFTD et CFTC se sont réunis lundi 16 septembre à l'issue de l'entrevue avec la DDFIP, Mme Gabet.

Le taux de grévistes dans la direction communiqué par l'administration, est de 24,40%. 16 structures étaient fermées :

- TM de Bagneux, Gennevilliers, Puteaux, Courbevoie, Montrouge, Sceaux, Trésorerie Amendes, la caisse d'Issy, la paierie départementale.

- SIP de Courbevoie, Nanterre-Rueil, Neuilly, Issy, Vanves.

- SIE de Clichy, Issy.

Sur plusieurs sites, des grévistes se sont regroupés le matin et ont déployé des banderoles contre la fermeture des services (Montrouge, Sèvres, Vanves, Issy).

En fin de matinée, Mme Gabet a reçu une délégation des grévistes. Celle-ci a dénoncé la gravité du plan Darmanin en détaillant toutes les conséquences. 37% du personnel seront impactés tant sur un plan géographique que métier. 56 services sont projetés de fermeture ou de transfert. 19 trésoreries et 7 CFP seraient rayés de la carte. Quoiqu'en dise le Ministre, la mobilité forcée serait le lot de centaines d'agents dans le 92. Il a été formulé cette exigence unanime : retrait du plan Darmanin.

La Directrice a tenté de minimiser le projet. Tout serait soumis à « concertation », mais le plan du Ministre doit s'appliquer. S'il est acté qu'aucune trésorerie ne ferme au 1^{er} janvier 2020, tout reste en suspend pour la période du 1^{er} septembre à la fin 2020. Selon elle, il n'y aura pas non plus de modification « significative » en 2020 (implantation des SGC, transfert de l'antenne direction de Vanves à Nanterre).

Elle a précisé que la convention avec la ville d'Issy, instituant une agence comptable, n'est toujours pas signée. De l'avis de la Directrice, cela rend difficile sa mise en fonction au 1^{er} janvier 2020.

Du sentiment de la délégation, la direction apparaît en difficulté pour avancer au rythme escompté.

Ce qui se confirme dans les dernières déclarations du Ministre dans le Var qui envisage un desserrement du calendrier.

Pour la délégation, il n'y a pas de discussion possible dans le cadre du plan Darmanin destructeur des sites et des services.

Le ministre, notre direction, sont en difficulté : les élus, la population, les agents avec leurs organisations syndicales rejettent ce plan. Par la mobilisation, tous ensemble, unis sur l'exigence de retrait du plan Darmanin, il est possible de gagner.

Les délégués de service réunis avec les organisations syndicales proposent les initiatives suivantes :

- Prise de contact avec tous les élus du département organisée par les sites.
- Poursuite de la signature de la pétition « Usagers ».
- Réunion en matinée sur les sites pour faire le point et débattre des suites de la journée du 16.

Lors du rassemblement de l'après-midi à Bercy, les premières remontées faisaient apparaître de très forts taux de grève en particulier en province, mais aussi dans certaines directions de d'Ile-de-France. Des départements ont voté la grève reconductible pour le 17.

TOUS UNIS POUR LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN !